

**INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE DU BURUNDI**



DIRECTION GENERALE

**Mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale 2008
(SCN 2008) et changement d'année de base au Burundi**

Note d'analyse des résultats

BUJUMBURA, Juillet 2024

Préface

Le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique se réjouit de publier les statistiques des comptes nationaux produites par l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) après un travail assidu et un long processus de rebasage ayant permis de passer de l'année de base 2005 à l'année de base 2016 et de migrer du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 au SCN 2008.

Le SCN 2008 qui succède au SCN 1993 régit l'élaboration des comptes nationaux au niveau international et indique la méthodologie à suivre afin de garantir la comparabilité internationale et régionale des comptes nationaux. C'est dans ce cadre que les pays se sont engagés dans le processus de migration au nouveau système avec changement d'année de base.

Le Burundi a choisi l'année 2016 comme année de base. Le processus d'élaboration des comptes de cette année de base a été marquée par l'adaptation de 4^{ème} révision de la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI rév 4) aux réalités nationales.

Ce travail a abouti à une déduction d'une nomenclature appropriée à la production des comptes nationaux. Il a permis également l'élaboration d'un plan d'action de mise en œuvre du projet, la réalisation des nombreuses opérations de collecte de données statistiques, la mise à contribution de l'assistance technique internationale et l'implication de tout le Système Statistique National (SSN).

Les comptes de l'année 2016 ont fait l'objet d'une évaluation des partenaires et des pairs ci-après : la Banque Mondiale, le Centre régional d'assistance technique du Fonds Monétaire International pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre), l'Union Africaine/Programme Statistique Panafricain II (PASII), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), l'East African Community (EAC), l'Institut africain de la statistique (STATAFRIC) et les Instituts nationaux de statistique du Cameroun et du Rwanda (Pairs).

Ces comptes ont également été soumis à l'évaluation du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) et à l'approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Les recommandations opérationnelles formulées ont été prises en compte pour la suite des travaux. Les résultats indiquent que le produit intérieur brut (PIB), sous le SCN 2008, passe à 7327,5 milliards de BIF à prix courants contre 4848,2 milliards de BIF selon le SCN 1993, soit une réévaluation de la richesse nationale de 51,1%.

Le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique remercie tous les partenaires au développement et les fournisseurs des données pour leur appui et leur collaboration durant le processus de rebasage des comptes nationaux du Burundi par l'INSBU.

LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET DE ET LA PLANIFICATION ECONOMIQUE



Hon. Audace NIYONZIMA

1. Introduction

Les résultats issus de ce chantier affichent **un PIB nominal de 7327,5 contre 4848,2 milliards de BIF**. Cette rénovation et modernisation des comptes nationaux induit donc une réévaluation de la richesse de l'économie burundaise de **51,1%**.

Les principaux éléments qui expliquent cette augmentation portent sur :

- ✓ Une large couverture des activités économiques qui concerne la prise en compte des données des sources telles que : les résultats de l'enquête EICVMB2020, les récentes enquêtes spécifiques réalisées pour les besoins de cette rénovation des comptes nationaux ;
- ✓ La mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 qui touche notamment la clarification de la production des banques, à l'amélioration du calcul de la production des services d'assurance dommages, au traitement de la réassurance comme l'assurance directe, et à l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) ainsi que sa répartition et aux activités de Recherche et Développement (R-D). La poursuite de la mise en œuvre des recommandations du SCN 93 concerne principalement la recherche d'eau, l'auto-construction, le loyer imputé, le calcul de la Consommation CF ;
- ✓ Une actualisation des méthodes d'estimation avec une contribution non négligeable due à la révision du traitement des données de l'élevage, ainsi que l'utilisation d'une décote (taux de marge de transport et de commerce et impôt) sur les prix à la consommation en vue de se rapprocher le plus possible des prix à la production.

1. Principaux résultats des comptes de la nation 2016, sous SCN 2008

- Un PIB courant de 7 327,6 milliards de BIF sous le SCN 2008 contre 4 848,2 sous le SCN 1993, soit une réévaluation de 51,1% ;
- Un PIB par habitant qui se situe à 665 631,2 BIF selon le SCN 2008 contre 432 295,1 BIF selon l'ancien système dit SCN 1993, pour une population estimée à 11 215 024 habitants en 2016 ;
- Un PIB par habitant, exprimé en dollars américains, qui se situe à 387,2\$ selon le SCN 2008 contre 256,0\$ selon l'ancien système dit SCN 1993, pour un taux de change moyens de 1 688,6 BIF/\$ en 2016 ;
- La nouvelle structure de l'économie révèle une domination du secteur primaire (41,4% du PIB), suivi du secteur tertiaire (39,3%) et un secteur secondaire à un stade embryonnaire (13,6%). Le niveau des impôts est fixé à 5,7% du PIB ;
- Les résultats de la nouvelle année de base 2016 montrent que le secteur informel occupe toujours une place importante dans l'économie burundaise. La richesse générée par les activités informelles leur confère un poids de 67,1% dans le PIB de l'année 2016, et 71,1% dans la valeur ajoutée totale.

1.1. Révision du niveau du PIB optique production

L'analyse du niveau obtenu du Produit intérieur brut (PIB) par secteur montre une hausse de la valeur ajoutée des secteurs primaire de 52,1%, secondaire de 7,8% et tertiaire de 43,0 %, dans la nouvelle base par rapport à l'ancienne base.

Tableau1 : Analyse des agrégats suivant l'optique production

Secteurs	SCN 1993 (en millions de BIF)	SCN 2008 (en millions de BIF)	Variation absolue (en millions de BIF)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions à la richesse (%)
Primaire (y compris extractives)	1 742 204	3 032 877	1 290 674	52,1	35,9	41,4	26,6
Secondaire	801 255	997 280	195 876	7,8	16,5	13,6	4
Tertiaire	1 814 264	2 879 716	1 065 724	43,0	37,4	39,3	22
Impôts nets sur produits	490 481	417 715	-72 766	-2,9	10,1	5,7	-1,5
PIB	4 848 204	7 327 587	2 479 508	100	100	100	51,1

Source : Comptes nationaux, INSBU

Concernant les contributions des secteurs à la hausse du PIB de 51,1%, il ressort que le secteur primaire a fortement impacté ces résultats avec 26,6 points de pourcentage en y incluant les autres activités extractives, contre 4 points pour le secondaire, 22 points pour le tertiaire, et une contribution négative de 1,5 point pour les impôts nets de subvention sur les produits. Une analyse détaillée des résultats par secteur permet d'appréhender les mobiles des différents changements.

1.2. Réévaluation des emplois du PIB

En rapport avec l'analyse de la structure du produit intérieur brut (PIB), suivant les différents éléments contenus dans les emplois l'on observe une évolution à géométrie variable : une baisse de 4,7 points de pourcentage de la consommation finale, passant de 104,0% selon le SCN 93 à 99,3% selon le SCN 2008. Le poids de la formation brute du capital fixe (FBCF) diminue d'une amplitude moindre par rapport à la consommation finale de 3,0 points, passant de 13,4% à 10,4% et celui de la variation des stocks suivent la même tendance et cette baisse se situe 0,6% environ.

Tableau 2: Analyse comparée selon l'optique demande

Emplois du PIB	SCN 1993 (millions BIF)	SCN 2008 (millions BIF)	Variation absolue (en millions de BIF)	Variation relative (%)	Poids SCN 1993 (%)	Poids SCN 2008 (%)	Contributions à la réévaluation de la richesse nationale (%)
Consommation finale	5 041 657	7 279 946	2 238 289	44,40	104	99,3	46,2
<i>Ménages</i>	3 880 821	6 335 948	2 455 127	63,26	80	86,3	50,6
<i>Administrations publiques</i>	882 861	747 964	-134 897	-15,28	18,2	10,2	-2,8
<i>ISBLSM</i>	277 975	196 034	-81 941	-29,48	5,7	2,6	-1,7
FBCF	650 153	765 775	115 622	17,78	13,4	10,4	2,4
Variations de stocks	55 648	43 153	-12 495	-22,45	1,1	0,5	-0,3
Exportations	325 415	446 223	120 808	37,12	6,7	6,1	2,5
Importations	1 224 669	1 207 509	-17 160	-1,40	25,3	16,5	-0,4
PIB	4 848 204	7 327 588	2 479 384	51,14	100	100	51,1

Source : Comptes nationaux, INSBU

2. Stratégie de rattrapage du retard

Lors de l'atelier de la revue par les pairs, qui a réuni les experts en comptabilité nationale de plusieurs institutions et pays, dont la Banque Mondiale, le Centre régional d'assistance technique du Fonds Monétaire International pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre), l'Union Africaine/Programme Statistique Panafricain II (PASII), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), l'East African Community (EAC), l'Institut panafricain de statistiques (STATAFRIC) et les Instituts nationaux de statistique du Cameroun et du Rwanda (Pairs), une des principales recommandations à l'INSBU était de mettre en place une stratégie nationale permettant d'accélérer la production des comptes nationaux sous le SCN 2008, afin de rattraper le retard. Il a été également question de rétropoler la série des comptes produits sous les anciens systèmes afin de doter au pays une série longue et homogène des comptes nationaux.

Pour y arriver, quatre principaux axes sont préconisés :

- 1) L'accélération de la collecte des données sources additionnelles permettant de produire les comptes de la nation ;
- 2) L'organisation des travaux de traitement et d'analyse des données en atelier ;
- 3) La dotation au service de la comptabilité nationale des ressources humaines et matérielles suffisantes ;
- 4) La capitalisation des Assistanes Techniques et Financières des Partenaires au développement.

4.LES PRINCIPAUX DEFIS

- Manque de moyens humains et financiers suffisants pour la collecte et l'analyse des données servant à la production des comptes de la nation ;
- Long délais d'obtention des données ;
- Données fournies dans des formats difficiles à exploiter ;
- Réticence de certains fournisseurs de données à fournir les données nécessaires ;
- Manque de collaboration entre les différents segments du SSN